



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD,

S'il y a bien une expression insupportable dans la bouche du Ministre, expression conjuguée à toutes les sauces, c'est « l'Ecole de la confiance et de la bienveillance ». Confiance en qui ? Bienveillance pour qui ? Certainement pas pour les personnels qui œuvrent au quotidien pour la réussite des élèves, l'accueil des familles, en assurant et assumant de manière remarquable leur travail pour le service public. On ne le dira jamais assez.

Personne ici n'ignore la difficulté du métier et personne n'ignore non plus les difficultés d'une grande partie des citoyens dans ce pays. Les collègues en sont les témoins à travers les élèves qu'ils accueillent dans leurs classes. Ce sont eux qui font face, souvent seuls, aux familles démunies, aux familles pauvres, aux enfants migrants, aux enfants « sans-papiers ». Sans tomber dans le misérabilisme, les collègues souhaiteraient au moins un peu de soutien de la part de l'institution. Il va sans dire que le discours gouvernemental ambiant ne va pas dans ce sens, et que le mépris et la défiance affichés vis-à-vis des fonctionnaires n'incitent pas à l'optimisme. On va même au-delà de cela en restreignant la liberté d'expression des fonctionnaires et en multipliant les pressions et les intimidations. La collègue de l'académie de Dijon en est un exemple malheureusement.

Aussi, en cette période de carte scolaire, les expressions diverses de collègues et de citoyens qui peuvent se manifester sont la résultante d'un sentiment d'abandon de la part d'un état, qui non seulement ne fait pas preuve de bienveillance, mais au-delà les opprime et les oppresse au bénéfice de quelques privilégiés qui se gavent toujours un peu plus.

On peut transformer du négatif en positif en nous parlant de baisse démographique, de progression du P/E, il n'en demeure pas moins que la carte scolaire cette année en Dordogne, c'est - 7 postes. A l'issue du groupe de travail de jeudi dernier, nous avons fait les comptes et il reste encore de la marge...

La carte scolaire se fait donc avec les moyens alloués découlant du budget voté par les parlementaires.

Au niveau national, les 2 325 postes distribués ne permettront pas de remplir les objectifs de dédoublement des CE1 en REP et REP+ qui en consommerait 4 000 ni ceux d'instruction obligatoire dès 3 ans qui en nécessiterait 1 000. Objectif annoncé à grand renfort médiatique comme s'il était mis en place partout en France et comme si ses résultats étaient déjà évalués et formidables...

Autant de moyens qu'il faudra donc, comme l'an passé, trouver ailleurs, tout en chargeant un peu plus les autres classes. A cela s'accompagne la

disparition progressive du dispositif “Plus de maîtres que de Classe”, qui ne tient pas compte des nombreux retours d'expérience positifs, et sans évaluation officielle qui aurait permis d'établir un premier bilan, contrairement aux engagements pris par le ministère !

Impossible donc d'abaisser les effectifs dans toutes les classes avec cette dotation. Car si le taux d'encadrement baisse, ce n'est qu'un effet mécanique en lien avec les classes à 12 élèves en éducation prioritaire. En effet, la France compte toujours bien plus d'élèves par classe que la moyenne des pays de l'OCDE qui est à 21. 104 000 classes comptent même plus de 25 élèves. Impossible également de couvrir tous les besoins en termes de remplacement, de RASED, de formation continue...

La rentrée 2019 ne devrait donc voir aucune amélioration globale des conditions d'exercice des enseignants ni des conditions d'apprentissages des élèves dans les écoles. De surcroît, la réduction du nombre de stagiaires, conséquence d'une politique de suppressions d'emplois dans l'ensemble de la Fonction publique, est un mauvais signal envoyé alors que le métier souffre déjà de difficulté à être attractif. C'est une manière d'entériner le recours aux contractuels alors que l'exigence du métier suppose des personnels formés. La question des moyens, si elle n'est pas la seule réponse, reste incontournable pour améliorer significativement la réussite de tous les élèves. Cette dotation montre que le gouvernement, au-delà des discours convenus, n'a pas la volonté de déclencher le véritable saut qualitatif dont notre école a besoin. Revoir cette politique budgétaire et éducative, combattre les inégalités scolaires, c'est ce que le SNUipp-FSU et la FSU continueront à revendiquer, aux côtés des enseignants, notamment dans les mobilisations à venir lors des opérations de carte scolaire.

Les représentants de la FSU24